



MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

NETTOYAGE DES LOCAUX

(CCAP) - CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE PUBLIC N° 2025-110-003

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	4
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE – RECONDUCTION.....	4
ARTICLE 4 – LIEUX D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 5 – OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	5
5.1 – Représentation du titulaire.....	5
5.2 – Sous-Traitance	5
5.3 – Bons de commande.....	6
ARTICLE 6– PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	6
ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE - MESURES DE SECURITE	6
7.1 – Habilitations de police (personnels oeuvrant dans les aéroports : pour la SAAP).....	7
7.2 – Sécurité	7
7.3 – Vêtements de travail	8
7.4 – Récusation d'un personnel affecté à l'exécution du marché	8
ARTICLE 8 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE - CONDITIONS DE TRAVAIL	8
8.1 Détachement	8
8.2 – Hygiène.....	9
ARTICLE 9 – ASSURANCES	9
ARTICLE 10 – PRIX.....	9
10.1 – Prix du marché.....	9
10.2 – Actualisation des prix	9
10.3 – Révision des prix	10
ARTICLE 11 – MODALITÉS DE REGLEMENT	10
11.1 – Avance forfaitaire	10
11.2 – Acomptes	10
11.3 – Contenu d’une demande de paiement.....	10
11.4 – Remise de la demande de paiement.....	11
11.5 – Retenue de garantie	12
11.6 – Règlement, délai de paiement et intérêts moratoires.....	12
11.7 – Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	12
ARTICLE 12 – PÉNALITÉS.....	12
12.1 – Pénalités de retard.....	12

12.2 – Pénalités pour travail dissimulé.....	12
12.3 – Autres Pénalités	13
ARTICLE 13 – OPERATIONS DE VERIFICATION.....	13
ARTICLE 14 – ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	13
ARTICLE 15 – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	14
ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHE	14
ARTICLE 17 – LANGUE ET DROIT APPLICABLE	14
ARTICLE 18 – TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	14
ARTICLE 19 – CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES - PANDEMIE	15
ARTICLE 20 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	15
ARTICLE 21 – ANNEXES	15

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

La présente consultation concerne les prestations de nettoyage des locaux des bâtiments de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse (CCIT 84) et de l'aéroport d'Avignon (SAAP : Société de l'Aéroport Avignon Provence).

ARTICLE 2 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

Un groupement de commandes est constitué entre :

- La CCIT 84 / Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse, sise 46 Cours Jean Jaurès 84000 Avignon dont le représentant est Monsieur le Président, Gilbert MARCELLI,
- La SASU SAAP / Société Aéroport Avignon Provence sise 46 Cours Jean Jaurès 84000 AVIGNON dont le représentant est Monsieur le Président, Jean-Luc BECKER.

Le coordinateur désigné du groupement de commandes est la CCIT Vaucluse qui gère l'ensemble de la procédure jusqu'à l'information des candidats sur les résultats de la mise en concurrence.

Le pouvoir adjudicateur de chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, assure ensuite la signature de chaque marché, leur notification, l'exécution et le règlement financier.

ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE - RECONDUCTION

- **Lot n° 1 :**

La durée du marché est fixée à 3 ans (36 mois) à compter du 1er janvier 2026 et reconductible expressément 1 fois pour une durée de 12 mois.

L'acheteur prend par écrit la décision de reconduire ou non le marché. La décision prise par l'acheteur est notifiée au titulaire, au plus tard trois mois avant la date d'expiration de la période en cours. A défaut de notification le marché n'est pas reconduit.

- **Lot n° 2 :**

La durée du marché est fixée à 12 mois à compter du 1er janvier 2026 et reconductible expressément 3 fois pour une durée d'un an.

L'acheteur prend par écrit la décision de reconduire ou non le marché. La décision prise par l'acheteur est notifiée au titulaire, au plus tard trois mois avant la date d'expiration de la période en cours. A défaut de notification le marché n'est pas reconduit.

ARTICLE 4 - LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La prestation s'exécute sur les sites suivants et dont les plans sont en annexe 1 :

- **Lot n°1**

- Hôtel consulaire siège de la CCI et bâtiment annexe :
46 cours Jean Jaurès - 84000 Avignon
- Campus :
Allée des Fenaisons - 84000 Avignon

- Port fluvial :
Port de commerce - Zone Portuaire rue de la Péniche - 84130 Le Pontet
- AVPI Avignon :
60 chemin de Fontanille - 84000 Avignon
- AVPI Pertuis :
180 rue Philippe de Girard - 84120 Pertuis

- **Lot n°2**

- Aéroport :
Bâtiment SIERRA - 75 rue Hélène Boucher – 84140 AVIGNON Montfavet
Bâtiment Aérogare et annexes (5 bât.) – 100 rue Maryse Bastié – 84140 AVIGNON Montfavet
Pôle Pégase - 59 impasse Louis Blériot – 84140 Montfavet
Bâtiment Alpha – 335 avenue Clément Ader – 84140 Montfavet

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

5.1 – Représentation du titulaire

En application de l'article **3** - alinéa **3.4.1.** - du CCAG-FCS, le titulaire, dès notification du marché, désignera à l'acheteur la personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

En application de l'article **3** - alinéa **3.6.2.** - du CCAG-FCS, le titulaire, dès notification de l'acte spécial, désignera à l'acheteur la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant pour les besoins de l'exécution du marché.

5.2 – Sous-Traitance

En complément à l'article **3** - alinéa **3.6** - du CCAG-FCS dont chaque clause s'applique, il est stipulé que :

1/ Le titulaire ne peut sous-traiter ni la totalité du marché, ni la totalité d'un lot.

2/ Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'après accord expresse de l'acheteur.

3/ Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, et pour lui permettre l'appréciation de ses capacités techniques, professionnelles et financières, le titulaire devra adresser à l'acheteur :

- un acte spécial (formulaire DC4¹),
- la déclaration du candidat (formulaire DC 2) datée et signée par le sous-traitant et dûment accompagnée de l'ensemble des pièces requises par le formulaire,
- les références du compte du sous-traitant à créditer.

¹ **Aucune autre forme de document que le formulaire DC 4 ne sera acceptée.** Les candidats peuvent le télécharger gratuitement les formulaires DC4 et DC2 sur le site du ministère de l'Économie, des finances et de l'emploi (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

4/ Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts de l'entreprise titulaire. Les dispositions de l'article **45** du CCAG-FCS s'appliqueront jusqu'à parfait achèvement des prestations aux frais et risques du titulaire.

5.3 - Bons de commande (lot 1)

En complément à l'article **3** - alinéa **3.7** - du CCAG-FCS, il est stipulé que :

1 - Chaque demande hors forfait, fera l'objet d'un bon de commande, daté et numéroté, établi au fur et à mesure du (ou des) besoin(s).

2 - Le bon de commande est notifié au titulaire par l'acheteur, ou par son représentant habilité en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la procédure administrative interne de la CCI de Vaucluse.

3 - L'exécution d'un bon de commande signé par une personne non habilitée n'engage pas la CCI de Vaucluse.

4 - Les bons de commande seront conçus de telle façon qu'ils permettront de faire apparaître dans des champs libres ou expressément prévus à cet effet les informations suivantes :

La référence du marché

La désignation du (ou des) article(s) ou prestations(s)

La référence du (ou des) article(s) ou prestations(s)

La (ou les) quantité(s)

Le (ou les) lieu(x) de livraison

Le (ou les) prix net(s) unitaire(s) HT des articles ou prestations

Le montant total de la commande HT et TTC

ARTICLE 6- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

L'ordre de priorité des pièces constitutives du marché en cas de contradiction est le suivant :

- L'acte d'engagement signé par le titulaire et ses annexes 1 (DPGF et BPU pour le lot 1 et DPGF pour le lot 2) et 2
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le C.C.T.P (le Cahier des clauses techniques particulières) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Le cadre de réponse renseigné par le titulaire

ARTICLE 7 - CONFIDENTIALITE - MESURES DE SECURITE

Dans le cas où l'acheteur est amené à confier au personnel employé par le titulaire, pour l'exécution de sa mission, des informations ou des documents quels qu'ils soient, ou des moyens d'accès (clefs, codes d'accès, badges, etc.) : il est stipulé que ces derniers ne devront ni être remis ni être dupliqués ni être confiés ou dévoilés à un tiers quel qu'il soit sans l'autorisation expresse et préalable de l'acheteur.

Il est stipulé qu'en cas de manquement aux dispositions de l'article 5 - alinéa 5.1 et alinéa 5.3 - du CCAG-FCS applicables dans leur intégralité aux titulaires du marché ainsi qu'à leurs éventuels cotraitants et sous-traitants, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché, en application des dispositions prévues à l'article 32 du CCAG-FCS.

7.1 - Habilitations de police (personnels œuvrant dans les aéroports : pour la SAAP)

En fonction de la nature de leurs missions, certains personnels affectés à des prestations exécutées en zone côté piste (ZCP) devront impérativement présenter une demande de badge à l'autorité de police désignée par l'acheteur.

Il est stipulé que la délivrance de ces badges par les autorités de police est le préalable à tout début d'exécution d'une mission attribuée à ces personnels, et que le refus des autorités de police de délivrer le badge au profit du salarié employé par le titulaire empêchera tout commencement d'exécution de la mission qui lui est confiée.

Il est stipulé, en outre :

- que le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires à la continuité du service dans le cas où l'un de ses salariés perdrait l'attribution d'un tel badge,
- que l'emploi d'un salarié pour lequel l'autorité de police aurait refusé ou retiré un badge d'accès ne peut en aucun cas constituer une prestation facturable par le titulaire.

CONDITIONS D'ACCES ET DE TRAVAUX D'INSTALLATION EN ZONE RESERVEE AEROPORT SAAP

L'accès du personnel en zone de chantier sera soumis à délivrance d'une autorisation d'accès en ZCP délivrée par la SAAP.

A cet effet le prestataire devra fournir, au minimum, 48 H avant la première intervention, pour chaque intervenant, une copie des pièces d'identité ou titre de séjour.

L'attribution d'un badge provisoire (vert) permet uniquement à son porteur un accès en ZCP sous accompagnement obligatoire et permanent d'un titulaire de badge définitif (rouge)

La SAAP et le service de sûreté aéroport interdiront formellement l'accès en zone réservée à toute personne non autorisée.

En fonction de la durée des interventions et/ou des travaux d'installation l'accompagnement pourra être effectué par un agent SAAP, ou par attribution d'un badge rouge pour la durée des prestations à un responsable chantier de l'entreprise, présent de façon permanente sur place.

Le dossier correspondant devra comprendre l'imprimé de demande, une photo d'identité, la photocopie de la pièce d'identité ou titre de séjour et devra être déposé 1 mois avant le début des travaux d'installation.

Le planning d'intervention devra tenir compte des plages horaires disponibles et sera établi en collaboration avec le responsable exploitation de l'aéroport.

7.2 - Sécurité

Le personnel employé par le titulaire, et ses éventuels cotraitants et sous-traitants, sera informé par l'acheteur des consignes générales et particulières de sécurité. Il devra s'y conformer strictement sous peine de récusation.

Il est stipulé, en outre :

- que les personnels employés par le titulaire doivent avoir reçu une formation générale en matière de sécurité préalablement à l'accomplissement de leur mission.
- que les personnels employés par le titulaire doivent avoir bénéficié de la formation adaptée au type de poste correspondant à la mission confiée.

Selon les caractéristiques et la durée d'intervention du personnel employé par le titulaire, il sera établi un Plan de Prévention et de Sécurité.

7.3 - Vêtements de travail

Le personnel employé par le titulaire, et ses éventuels cotraitants et sous-traitants, devra porter une tenue de travail propre et correcte : tout personnel portant une tenue négligée ne sera pas admis à l'exécution de la prestation.

Dans le cas où la réalisation de la mission comporte une obligation de port d'équipements de sécurité adaptés, le titulaire en assure la mise à disposition auprès de ses salariés.

Chaque personne dont la mission nécessite le port d'équipement de sécurité doit au minimum disposer :

- de chaussures de sécurité,
- d'un vêtement de travail correct adapté à la mission.

Les salariés du titulaire s'engagent à respecter le port de ces équipements conformément aux consignes en vigueur sur le lieu de travail.

Il est stipulé que :

- la fourniture éventuelle d'Equipements de Protection Individuelle (EPI) est à la charge du titulaire.

7.4 - Récusation d'un personnel affecté à l'exécution du marché

Dans le cas où une personne employée par le titulaire, ses éventuels cotraitants ou sous-traitants, ne satisferait pas aux exigences découlant des dispositions du présent article, cette personne pourra faire l'objet d'une récusation :

- cette récusation sera notifiée par l'acheteur au titulaire, par courriel ou par télécopie, sans que cette décision ait à être justifiée,
- le titulaire ne pourra alors se prévaloir d'aucune indemnisation.

ARTICLE 8 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE - CONDITIONS DE TRAVAIL

8.1 Détachement

En complément à l'article 6 du CCAG-FCS, il est stipulé que le titulaire remet :

1) Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et, dans l'affirmative :

a) Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du Travail.

b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du Travail.

2) Lors de la notification du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative communiquer la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- a) Sa date d'embauche ;
- b) Sa nationalité ;
- c) Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

8.2 - Hygiène

Le titulaire devra respecter les lois et règlements en vigueur, relatifs à l'hygiène et à la sécurité et satisfaire aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux interventions d'entreprises extérieures conformément au décret n°92-158 du 20 mars 1992.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 10 - PRIX

10.1 - Prix du marché

Les fournitures et/ou les services faisant l'objet du marché sont réglés par l'application des prix forfaitaires et globaux dont le montant est donné dans l'offre du candidat : ils sont stipulés définitifs et révisables. Ces prix sont détaillés pour chacun des postes.

En ce qui concerne le lot 1, les fournitures et/ou les services faisant l'objet d'un bon de commande spécifique sont réglés par l'application des prix unitaires dont le montant est indiqué dans le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) ils sont stipulés définitifs et révisables.

10.2 - Actualisation des prix

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG-FCS, les prix proposés dans le présent marché sont stipulés non actualisables.

10.3 - Révision des prix

Les prix du marché - pour le lot n° 1 et le lot n° 2 - sont révisibles une fois par an, en vertu des dispositions suivantes :

10.3.1 - Dates de révision :

Les prix du présent marché sont révisibles aux dates suivantes :

Lot n° 1 :

- 01/01/2027,
- 01/01/2028,
- 01/01/2029, en cas de 1^{ère} reconduction.

Lot n° 2 :

- 01/01/2027, en cas de 1^{ère} reconduction,
- 01/01/2028, en cas de 2^{ème} reconduction,
- 01/01/2029, en cas de 3^{ème} reconduction.

10.3.2 - Formule de révision :

La révision est calculée à partir de la formule contractuelle définie, ci-dessous :

$$P = P0 \times [0,3 + 0,7 \times (Net / Net0)]$$

Les valeurs des différents indices sont publiées sur le site www.insee.fr et correspondant :

- Pour la valeur initiale : au mois de la date limite de réception des offres (DLRO),
- Pour la date finale : indice définitif de la date anniversaire de la DLRO.

Les différents paramètres de la formule sont définis ci-dessous :

P = prix après révision

P0 = prix initial hors taxe

Net = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public. **Identifiant 0110766785**

Net0 représente la valeur initiale de référence à la date de notification du marché

(pour information valeur T2 2025 : 106.9 dernier indice publié au jour du lancement de la consultation)

Net représente la valeur finale

ARTICLE 11 - MODALITÉS DE REGLEMENT

11.1 - Avance forfaitaire

Il ne sera pas alloué d'avance.

11.2 - Acomptes

Il ne sera pas alloué d'acomptes.

11.3 - Contenu d'une demande de paiement

Outre les mentions légales, les factures comporteront :

- l'identification complète du prestataire ;

- l'intitulé et le numéro de marché ;
- l'objet du marché ;
- Éventuellement la référence du bon de commande ;
- l'intitulé des fournitures et/ou des prestations donnant lieu à la demande de paiement ;
- le montant hors-taxes des fournitures et/ou des prestations admises établi sur la base des fournitures et/ou des prestations admises établi sur la base du(des) prix indiqué(s) sur le document ci-dessous :
 - à la DPGF,
 - au bordereaux des prix unitaires,
- le jour d'exécution des prestations et leurs durées, ou le jour de livraison des fournitures ;
- l'apposition de la mention "original" ou "duplicata" ;
- un relevé d'identité bancaire ou postale joint à la première facture ;
- le taux de TVA et son montant.

11.4 - Remise de la demande de paiement

Les demandes de paiement devront être adressées :

Pour la Chambre de commerce et d'industrie (CCIT) :

Hôtel consulaire siège de la CCI :

CCI de Vaucluse - 46 cours Jean Jaurès - 84000 Avignon

Campus :

Allée des Fenaisons - 84000 Avignon

Port fluvial :

Port de commerce - Zone Portuaire rue de la Péniche - 84130 Le Pontet

AVPI Avignon:

60 chemin de Fontanille - 84000 Avignon

AVPI Pertuis :

180 rue Philippe de Girard - 84120 Pertuis

Par voie dématérialisée, par l'intermédiaire de la plateforme chorus-pro.gouv.fr avec l'identifiant structure : 188 400 014 00018.

Pour Société Aéroport Avignon Provence (SAAP) :

Aéroport Avignon Provence - Bâtiment SIERRA - 75 rue Hélène Boucher - 84140 Montfavet

Par voie dématérialisée, par l'intermédiaire de la plateforme chorus-pro.gouv.fr avec l'identifiant structure : 835 374 869 00039.

Les références précises relatives au code service et au numéro d'engagement seront communiquées au moment de la notification et à l'émission de chaque bon de commande (valable **UNIQUEMENT** aux structures publiques entre elles).

11.5 - Retenue de garantie

Cet alinéa est sans objet.

11.6 - Règlement, délai de paiement et intérêts moratoires

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants, en cas de groupement.

Le règlement des sommes dues au titre du marché s'effectuera dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Tout dépassement du délai fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires au profit du bénéficiaire du règlement ainsi que le versement automatique d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante Euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

11.7 - Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

ARTICLE 12 - PÉNALITÉS

12.1 - Pénalités de retard

Il est fait application de l'article **14.1** du CCAG-FCS en ce qui concerne le montant de la pénalité.

Par dérogation à l'article **14.1** du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations, il est stipulé que :

1/ En aucun cas, le prestataire (titulaire, co-traitant ou sous-traitant éventuels) ne pourra prendre prétexte d'un manque d'informations, d'instructions ou de renseignements pour justifier ses retards, l'obligation de les solliciter et provoquer suffisamment à l'avance lui incombant.

2/ Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles **13. 3** et **21.5** du CCAG-FCS.

12.2 - Pénalités pour travail dissimulé

Une pénalité sera appliquée au titulaire qui ne se sera pas régulièrement acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à 8221-5 du code du travail.

Le montant de la pénalité sera égal à 10% du montant du marché, sans pouvoir excéder celui des amendes qu'il aura encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

Son application est cumulable avec toute autre forme de pénalité, et le titulaire s'expose à la résiliation du marché sans pouvoir prétendre à indemnisation, en application des dispositions prévues à l'article 15 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

12.3 - Autres Pénalités

L'évaluation de la qualité de la prestation est décrite à l'**article 16 du CCTP**.

La CCIV donne au titulaire la possibilité de corriger la prestation 1 (une) fois.

Lorsqu'une prestation est inférieure à la prestation standard **R0**. Un nouveau contrôle pourra être diligenté sans avertissement par la CCIV. Si ce 2ième contrôle reste inférieur au standard **R0**. La pénalité sera appliquée.

Le calcul de la pénalité relative aux contrôles qualité sera effectué de la manière suivante, où :

P = montant de la prestation pour le secteur du bâtiment concerné

R = résultat de performance relevée lors du contrôle qualité (exprimé en pourcentage)

R0 = résultat de performance minimale attendue, les niveaux R0 par secteur de bâtiment sont définis ci-dessus.

Dans le cas où **R < R0**, la pénalité sera calculée comme suit :

$$\text{Pénalité} = P \times (R0 - R)$$

Le montant **P** sera le montant :

- Mensuel pour les prestations régulières quotidiennes et hebdomadaires,
- Mensuel pour les prestations régulières mensuelles,
- Trimestriel pour les prestations régulières trimestrielles,
- Semestriel pour les prestations régulières semestrielles,
- Annuel pour les prestations régulières annuelles,
- Le montant de la prestation pour toute prestation non régulière.

Les pénalités relatives aux contrôles qualité seront appliquées à l'ensemble du bâtiment concerné.

Par exemple, si le résultat attendu n'est pas atteint pour un sanitaire d'un bâtiment, la pénalité sera appliquée à la totalité de la facturation du secteur « sanitaires » dudit bâtiment.

ARTICLE 13 - OPERATIONS DE VERIFICATION

Par dérogation aux articles **22 à 24 du CCAG-FCS**, les opérations de vérification seront effectuées conformément aux dispositions stipulées dans le Cahier des clauses techniques particulières du présent marché.

ARTICLE 14 - ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

Les dispositions du CCAG FCS s'appliquent.

ARTICLE 15 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Dans les conditions prévues à l'article **45** du CCAG-FCS, l'acheteur pourra faire procéder à l'exécution par un tiers des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 16 - RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié en application de l'ensemble des dispositions prévues par les articles **38 à 45 du CCAG-FCS**

Par dérogation à l'article **42** du CCAG-FCS, l'indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général sera réduite à 1%.

16.1 - Réduction des prestations

Une réduction des prestations pourra être décidée par l'acheteur en cas d'événements susceptibles de modifier fondamentalement le service confié au titulaire, qu'il s'agisse de changements décidés ou subis par l'acheteur.

En cas de réduction de la prestation, une nouvelle négociation en moins-value sera proposée au titulaire et concrétisée par un avenant.

La décision de réduction de la prestation sera notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis d'accusé de réception. Le titulaire disposera de 10 jours pour notifier son acceptation ou son refus.

En cas de refus du titulaire, le marché pourra être résilié de plein droit sans faute du titulaire.

ARTICLE 17 - LANGUE ET DROIT APPLICABLE

Seule la langue française est autorisée dans le présent marché. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Avant tout recours devant la juridiction administrative compétente, l'acheteur privilégiera la voie du règlement amiable des litiges.

En cas de non-résolution amiable des litiges, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Dans le cas où aucun accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement amiable entre les parties, le litige serait porté devant le Tribunal Administratif de **Nîmes** - CS 88010 - 16, Avenue Feuchères - 30941 NIMES Cedex 9. Tél. : 04 66 27 37 00. Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr - URL : <http://www.ta-nimes.juradm.fr>

ARTICLE 18 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour l'exécution du marché public, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi qu'à l'article 5.2 du CCAG-FCS

Pour l'application du présent article, le « responsable de traitement » au sens du RGPD est l'acheteur et le « sous-traitant » au sens du RGPD est le titulaire du marché.

ARTICLE 19 - CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES - PANDEMIE

Conformément à l'article **24** du CCAG FCS, l'acheteur pourra suspendre l'exécution des prestations et les conséquences seront réglées en application de ce même article ou à défaut d'accord amiable en application de l'article **46** du CCAG FCS.

ARTICLE 20 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

En application de l'article **1** du CCAG-FCS, la liste suivante récapitule les articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé et les articles du présent CCAP qui y dérogent.

Sont aussi mentionnés les articles du CCAG-FCS complétés par les articles du présent CCAP.

Articles du CCAG-FCS	DEROGATION	COMPLEMENT	Articles du présent CCAP
3.6		complément par	5.2
3.7		complément par	5.3
6		complément par	8.1
10.1.2	<u>DEROGATION PAR</u>		10.2
14.1	<u>DEROGATION PAR</u>		12.1
22 à 24	<u>DEROGATION PAR</u>		13
42		complément par	16

ARTICLE 21 - ANNEXES

1. Plan des locaux et bâtiments